Burundi : Droits humains bafoués après les élections

Human Rights Watch, 23 novembre 2010Les journalistes, la sociÃ©tÃ© civile et les partis de lâ€™opposition sont victimes de harcÃ¨lement et de restrictions(Nairobi, le 23 novembre 2010) - Ã€ la suite des Ã©lections locales et nationales agitÃ©es qui se sont dÃ©roulÃ©es au Burundi de mai Ã septembre 2010, la sociÃ©tÃ© civile, les mÃ©dias et les partis d'opposition sont sou Ã une rÃ©pression accrue, a dÃ©clarÃ© Human Rights Watch dans un rapport publiÃ© aujourd'hui.Le rapport de 75 pages, intitulÃ© Â«Â Des portes qui se fermentÂ ? RÃ©duction de l'espace dÃ©mocratique au BurundiÂ Â», dÃ©crit les exactions com notamment des actes de torture, des arrestations arbitraires, l'interdiction d'activitÃ©s de l'opposition, ainsi que le harcÃ¨lement des associations de la sociÃ©tÃ© civile. Human Rights Watch a appelÃ© le gouvernement Ã mettre fin Ã ces exactions et Ã renforcer les mÃ©canismes institutionnels visant Ã promouvoir l'obligation, pour les agents du gouvernement et les forces de sÃ©curitÃ©, de rendre compte de leurs actes.

Â«Â Les Ã©lections Ã©tant terminÃ©es, l'occasion idÃ©ale se voit offerte au gouvernement burundais de tendre la main aux personnes exprimant leur dÃ©saccord et d'Å“uvrer avec eux pour bÃ¢tir un Ã‰tat davantage tournÃ© vers l'intÃ©gration de tou le respect des droits humainsÂ Â», a soulignÃ© Rona Peligal, directrice de la division Afrique de Human Rights Watch. Â«Â Or nous assistons plutÃ´t Ã l'arrestation de journalistes et de membres des partis de l'opposition, ainsi qu'au harcÃ¨lement de la sociÃ©tÃ© civile, ce qui anÃ©antit l'espoir de voir le Burundi prendre un nouveau dÃ©part.Â Â» Le rapport est basÃ© sur plus 100 entretiens avec des journalistes, des militants de la sociÃ©tÃ© civile, des membres des partis de l'opposition, des responsables gouvernementaux, des diplomates et des observateurs Ã©lectoraux. Il dÃ©crit les efforts croissants dÃ©ployÃ©s par les autoritÃ©s burundaises pour rÃ©duire au silence les voix dissidentes avant, pendant et depuis les Ã©lections. Le gouvernement a reconnu les rÃ©sultats d'un Â«Â congrÃ¨s de partiÂ Â» illÃ©gal tenu par des membres dissidents du principal parti d'opposition, les Forces Nationales de LibÃ©ration (FNL), au cours duquel les dirigeants des FNL ont Ã©tÃ© remplacÃ©s par des personnes conciliantes envers le parti au pouvoir. Le gouvernement a par ailleurs interdit Ã une coalition de partis d'opposition, l'Alliance des DÃ©mocrates pour le Changement (ADC-Ikibiri), de mener des activitÃ©s. Les journalistes et les militants de la sociÃ©tÃ© civile qui expriment des opinions critiques sont Ã©tiquetÃ©s comme Ã©tant des opposants politiques font l'objet d'arrestations et de menaces. Le gouvernement a montrÃ© quelques signes d'ouverture, a indiquÃ© Human Rights Watch. Il a rÃ©cemment exprimÃ© sa volontÃ© d'engager un dialogue avec Human Rights Watch pour la premiÃ¨re fois depuis l'expulsion en juin dernier, en pleine pÃ©riode Ã©lectorale, de la chercheuse de l'organisation en poste au Burundi. Il a Ã©galement pris quelques mesures visant Ã la mise en place de mÃ©canismes institutionnels chargÃ©s de rÃ©clamer des comptes pour les violations des droits humains. NÃ©anmoins, dans l'ensemble, les restrictions visant l'expression publique et l'activitÃ© politique se sont intensifiÃ©es, cette escalade commenÃ§ant peu de temps aprÃ¨s que les partis de l'opposition eurent rejetÃ© les rÃ©sultats des Ã©lections communales de mai. AprÃ¨s la victoire Ã©crasante du parti au pouvoir, le Conseil National pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie-Forces pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie (CNDD-FDD), les partis de l'opposition ont affirmÃ© qu'il y avait eu des fraudes massives et ont boycottÃ© les Ã©lections lÃ©gislatives et le scrutin prÃ©sidentiel qui ont suivi. Le ministre de l'IntÃ©rieur, Ã‰douard Nduwimana, a rÃ©agi en interdisant toutes les activitÃ© des partis ne prenant pas part Ã l'Ã©lection prÃ©sidentielle. Le boycott a fait du prÃ©sident en exercice, Pierre Nkurunziza, le seul candidat Ã la prÃ©sidenceÂ ; il a Ã©tÃ© rÃ©Ã©lu pour un second mandat en juin. Pendant les Ã©lections, les autoritÃ©s gouvernementales ont arrÃªtÃ© plusieurs centaines de membres de l'opposition. Certains avaient participÃ© Ã des activitÃ©s violentes, entre autres une sÃ©rie d'attaques Ã la grenade lors de la campagne pour la prÃ©sidentielle et les lÃ©gislatives. Mais d'autres ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s arbitrairement. Certaines de ces personnes dÃ©tenues ont dÃ©clarÃ© Ã Human Rights Wa Ã d'autres organisations qu'elles avaient Ã©tÃ© torturÃ©es. Le gouvernement a imposÃ© illÃ©galement des restrictions Ã la lib de voyager Ã l'encontre d'au moins deux membres de l'opposition. Le gouvernement a Ã©galement pris pour cible les journalistes et la sociÃ©tÃ© civile. Quatre journalistes ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s entre juillet et novembre. L'un d'eux, Jean Claude Kavumbagu, est toujours emprisonnÃ© et inculpÃ© du chef de trahison pour avoir publiÃ© un article qui critiquait les services de sÃ©curitÃ© de l'Ã‰tat. Des journalistes et des dÃ©fenseurs des droits humains engagÃ©s dans une campagne rÃ©clamant justice pour Ernest Manirumva, un militant anti-corruption tuÃ© en avril 2009, ont fait l'objet de surveillance et de menaces de mort, en particulier aprÃ¨s que la Cour d'appel de Bujumbura eut tenu une premiÃ¨re audience publique dans le cadre de ce procÃ¨s en juillet. Ce climat d'intimidation a persistÃ© aprÃ¨s les Ã©lections. Le 20 octobre, le porte-parole de la police, Pierre Channel Ntarabaganyi, a menacÃ© d'arrÃªter Pierre Claver Mbonimpa, prÃ©sident de l'Association pour la Protection des Droits Humains et des Personnes DÃ©tenues (APRODH), aprÃ¨s que ce dernier eut accusÃ© la police d'avoir commis des exÃ©cutions extrajudiciaires. En septembre, des agents du Service National de Renseignement ont arrÃªtÃ© et maintenu en dÃ©tention Faustin Ndikumana, un membre du personnel de la Radio Publique Africaine (RPA), sur la base de chefs d'accusation douteux. Sept autres membres du personnel de la RPA ont Ã©tÃ© interrogÃ©s par les autoritÃ©s judiciaires en septembre et octobre, dans ce qui s'apparente Ã des actes de harcÃ¨lement. L'espace dont disposent les partis de l'opposition pour mener leurs activitÃ©s politiques demeure restreint. Dans la foulÃ©e des Ã©lections, certains membres des FNL et d'autres partis de l'opposition se sont repliÃ©s dans les rÃ©gions forestiÃ¨res qui servaient de bases rebelles lors de la guerre civile qu'a connue le Burundi de 1993 Ã 2009, ainsi que de l'autre cÃ´tÃ© de la frontiÃ¨re, en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo. Depuis le mois de septembre, ils ont menÃ© des attaques sporadiques contre des cibles policiÃ¨res et militaires et contre des civils associÃ©s au CNDD-FDD. En guise de rÃ©ponse, les autoritÃ©s ont arrÃªtÃ© plusieurs dizaines de membres des partis de l'opposition du chef de Â«Â participation Ã des groupes armÃ©sÂ Â», dans certains cas sans avancer aucune accusation spÃ©cifique de dÃ©lit. Des membres du parti au pouvoir et de l'opposition ont Ã©tÃ© tuÃ©s pendant et aprÃ¨s les Ã©lections, lors d'attaques apparemment Ã caractÃ¨re politique. Depuis septembre, au moi 18 cadavres ont Ã©tÃ© dÃ©couverts dans la riviÃ¨re Rusizi, prÃ¨s de Bujumbura. Parmi eux se trouvaient les corps de trois membres des FNL qui avaient Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s en octobre, ce qui a poussÃ© les Nations unies et l'Union europÃ©enne Ã join leurs voix Ã celle de l'APRODH, l'organisation burundaise de dÃ©fense des droits humains prÃ©citÃ©e, pour condamner ce qui s'apparente Ã des exÃ©cutions extrajudiciaires. Â«Â La rÃ©surgence de groupes armÃ©s qui commettent des exactions,

entre autres des meurtres de civils, reprÃ©sente un rÃ©el dÃ©fi pour le gouvernement sur le plan sÃ©curitaireÂ», a relevÃ© Ro Peligal. Â«Â NÃ©anmoins la menace posÃ©e par les groupes armÃ©s ne justifie ni les exÃ©cutions extrajudiciaires ni les arrestations arbitraires.Â Â» Le rapport identifie quelques dÃ©veloppements positifs. Certains responsables du gouvernement ont entretenu un dialogue constructif avec la sociÃ©tÃ© civile et les partis de l'opposition, a soulignÃ© Human Rights Watch. En juin, un tribunal de la province de Muramvya a donnÃ© un exemple rare d'indÃ©pendance judiciaire en reconnaissant trois policiers coupables de mauvais traitements commis en 2007 sur des membres prÃ©sumÃ©s des FNL et d'autres civils, mÃªme si les policiers n'ont pas encore Ã©tÃ© incarcÃ©rÃ©s. Les autoritÃ©s judiciaires ont promis d'ouvrir une enquÃªte au sujet d'accusations de torture et d'exÃ©cutions extrajudiciaires. Le gouvernement a Ã©galement mis en place un ombudsman chargÃ© de traiter les plaintes publiques dÃ©posÃ©es Ã l'encontre d'agents de l'Ã‰tat. Mais la personne nommÃ©e Ã ce poste est un haut fonctionnaire du parti au pouvoir, ce qui soulÃ¨ve des inquiÃ©tudes quant Ã son aptitude Ã rester neutre dans la gestion des plaintes prÃ©sentant un caractÃ¨re politique. Les gouvernements Ã©trangers bailleurs de fonds ont encouragÃ© le Burundi Ã respecter les droits des journalistes et des militants de la sociÃ©tÃ© civile, a indiquÃ© Human Rights Watch. D'autres pays de la rÃ©gion ont incitÃ© le Burundi Ã honorer ses promesses et Ã instaurer des mÃ©canismes institutionnels plus forts pour protÃ©ger les droits humains. Toutefois, frustrÃ©s par la dÃ©cision de l'opposition de boycotter des Ã©lections dans lesquelles la communautÃ© internationale avait Ã©normÃ©ment investi, bon nombre de ces pays n'ont pas insistÃ© outre mesure pour que le gouvernement respecte les droits des partis de l'opposition. Â«Â Si le Burundi veut que le monde voit en lui une dÃ©mocratie, ses dirigeants doivent rÃ©sister Ã la tentation de gouverner comme s'il s'agissait d'un Ã‰tat de facto Ã parti unique, et doivent plutÃ´t garantir un espace de libertÃ© Ã l'opposition politique et aux autres voix dissidentesÂ Â», a soulignÃ© Rona Peligal. Â«Â Les bailleurs de fonds internationaux et les pays voisins du Burundi devraient faire clairement comprendre au parti au pouvoir qu'il doit travailler en collaboration avec les voix critiques au lieu de les rÃ©duire au silence.Â Â»Lire lâ€™intÃ©gralitÃ© du rapportÂ